

**ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DES ÉVÊQUES
DISCOURS D'OUVERTURE**

par Mgr Georges PONTIER

archevêque de Marseille, président de la Conférence des évêques de France

Lourdes – Samedi 3 novembre 2018

Dans le troisième chapitre de son exhortation apostolique, *Gaudete et exultate*, le Pape François relit les béatitudes que nous avons entendues le jour de Toussaint ainsi que le texte bien connu du jugement dernier au chapitre vingt cinquième de l'évangile de St Matthieu. Il y puise la mise en œuvre ici-bas de l'appel universel à la sainteté. Il termine ce chapitre par ces quelques mots : « La force du témoignage des saints, c'est d'observer les béatitudes et le critère du jugement dernier. Ce sont peu de paroles, simples mais pratiques et valables pour tout le monde, parce que le christianisme est principalement fait pour être pratiqué, et s'il est objet de réflexion, ceci n'est valable que quand il nous aide à incarner l'Évangile dans la vie quotidienne. Je recommande de nouveau de relire fréquemment ces grands textes bibliques, de se les rappeler, de prier en s'en servant, d'essayer de les faire chair. Ils nous feront du bien, ils nous rendront vraiment heureux. » (n°109)

Lors du récent synode des Évêques au sujet de la foi, des jeunes et du discernement vocationnel la célébration de canonisation de sept nouveaux Saints a permis au Pape François de redire cet appel à la sainteté mise en œuvre en choisissant de suivre « le Christ Jésus qui ne se contente pas d'un « pourcentage d'amour » : nous ne pouvons pas l'aimer à vingt, à cinquante ou à soixante pour cent. Ou tout ou rien ! » Il nous est bon d'entendre cet appel à la radicalité, à l'engagement total à sa suite, à la conversion jamais achevée. Les martyrs d'Algérie qui seront bientôt béatifiés à Oran ont vécu ce don de soi jusqu'au bout, par amour.

Notre désir d'aimer le Christ et de le suivre est total. Nous avons engagé notre vie dans ce sens et nos frères baptisés également. Nous sommes heureux de voir la générosité et le sens du service des plus pauvres qui s'expriment dans la vie de beaucoup d'entre eux. Le synode qui vient de se tenir à Rome a permis d'entendre les témoignages de jeunes adultes, désireux de vivre dans la suite du Christ et dans une amitié réelle avec Lui. Cela est stimulant pour nos Églises diocésaines. C'est aussi un défi. Nos Églises sont fragiles et fortes. Fragiles à cause de la faiblesse et du péché de leurs membres, fortes de la fidélité de Dieu, de l'œuvre de l'Esprit-Saint, de la grâce multiforme venant du Seigneur.

Le Pape François a écrit au peuple de Dieu, le 20 Août dernier, notamment pour nous inviter à la pénitence et à la conversion « à cause d'abus sexuels, d'abus de pouvoir et de conscience, commis par un nombre important de clercs et de personnes consacrées. Un crime qui génère de profondes blessures faites de douleurs et d'impuissance, en premier lieu chez les victimes, mais aussi chez leurs proches et dans toute la communauté, qu'elle soit composée de croyants ou d'incroyants. » Même si nous savons que ce drame des enfants abusés dans notre société déborde amplement la responsabilité d'acteurs ecclésiaux, cela ne diminue en rien notre peine, notre honte, notre confusion. Comme l'écrit encore le Saint Père : « La douleur de ces victimes est une plainte qui monte vers le ciel, qui pénètre jusqu'à l'âme et qui, durant trop longtemps, a été ignorée, silencieuse ou passée sous silence. Mais

leur cri a été plus fort que toutes les mesures qui ont entendu à le réprimer ou bien qui, en même temps, prétendaient le faire cesser en prenant des décisions qui en augmentaient la gravité jusqu'à tomber dans la complicité. Un cri qui fut entendu par le Seigneur en nous montrant une fois encore de quel côté il veut se tenir... Nous ressentons de la honte lorsque nous constatons que notre style de vie a démenti et dément ce que notre voix proclame. » La communauté catholique, la société également, sont troublées. Elles s'interrogent et se demandent comment on a pu en arriver là. Nous-mêmes, évêques, nous portons avec peine et lourdeur cette réalité. Si notre désir est de comprendre les raisons qui ont pu permettre que cela ait pu avoir lieu, et que nous nous posons la question de faire appel à un groupe d'experts indépendants, historiens et d'autres compétences pour nous y aider, nous ne cherchons en rien à la justifier. Depuis maintenant plus de quinze ans nous ne sommes pas sans rien faire pour accompagner toujours mieux les victimes, pour prévenir ces drames inqualifiables, pour agir avec grande fermeté vis-à-vis des auteurs ou pour organiser des temps de formation pour tous ceux et celles qui interviennent dans des responsabilités ayant en charge des enfants et des adolescents. Oui, telle est notre résolution. Elle ne supporte pas d'hésitations.

Mais là ne s'achève pas notre devoir de pasteur. Nous sommes aussi les évêques des personnes abusées et nous savons que ce sont elles les victimes et que nous n'avons que trop lentement perçu la profondeur de leur blessure. Cet après-midi nous avons désiré et prévu de nous mettre en situation d'écoute et de réflexion avec quelques-unes d'entre elles que je remercie d'avoir accepté de venir témoigner et réfléchir avec nous, même si la formule proposée, comme toute formule, possède des limites. Il faudra poursuivre cette écoute et ce travail ensemble. Nous avons besoin de le faire ensemble pour nous éclairer, pour prendre notre juste part dans la réparation humaine, spirituelle et ecclésiale de ce qui a été détruit dans leur chair et leur vie. Certains doutent de notre réelle détermination. Nous leur disons : venez et travaillons ensemble. Retrouvons la confiance minimale nécessaire pour y parvenir. Votre souffrance a pris une ampleur d'autant plus profonde que les auteurs étaient parmi ceux qui inspirent confiance et sont serviteurs de l'amour de Dieu pour chacun. Nous sommes appelés à parcourir ensemble un chemin qui devra porter ses fruits pour les victimes et pour la vie ecclésiale.

Le Saint Père François pointe une dérive mortifère : « Cela se manifeste clairement dans une manière déviante de concevoir l'autorité dans l'Eglise...comme l'est le cléricalisme, cette attitude qui « annule non seulement la personnalité des chrétiens, mais tend également à diminuer et à sous-évaluer la grâce baptismale que l'Esprit-Saint a placée dans le cœur de notre peuple ». Le cléricalisme, favorisé par les prêtres eux-mêmes ou par les laïcs, engendre une scission dans le corps ecclésial qui encourage et aide à perpétuer beaucoup de maux que nous dénonçons aujourd'hui. Dire non aux abus, c'est dire non, de façon catégorique, à toute forme de cléricalisme. » C'est ensemble que nous emprunterons le chemin de la conversion personnelle et de la conversion ecclésiale. C'est ensemble que nous écouterons au mieux la volonté du Seigneur. C'est à l'ensemble du peuple de Dieu que le Saint Père a écrit.

Les abus de conscience ne débouchent pas tous sur des abus sexuels ; mais dans une même formule le Pape François condamne fermement « les abus sexuels, abus de pouvoir et de conscience » Permettez-moi ici d'assurer également les victimes de dérives sectaires

au sein de l'Église de notre même détermination pour lutter contre les abus divers qui peuvent se produire dans des groupes ecclésiaux ou dans des communautés constituées. Les diverses règles régissant la vie de notre Église ne peuvent être un frein durable à notre vigilance et à notre action. Depuis 2015, la cellule des dérives sectaires continue avec détermination sa mission. Des visites canoniques ont eu lieu, des mesures ont été prises par des évêques ou par Rome. Nous continuerons sans relâche notre travail en ce sens. Je veux redire avec force ce que j'écrivais en 2013 : « L'Évangile du Christ que nous voulons servir est une école de liberté spirituelle. »

Je voudrais exprimer notre reconnaissance pour leur travail en ces domaines au secrétariat général de notre conférence, aux membres de la cellule permanente de lutte contre la pédophilie présidée par Mgr Luc Crepy, animée par Mme Ségolaine Moog et à la cellule pour les dérives sectaires dans l'Église catholique présidée par Mgr Alain Planet. Je me réjouis des collaborations évidentes, toujours à renforcer avec la Corref, en ces réalités qui nous sont communes.

Durant cette assemblée, nous reviendrons sur le synode qui vient de se tenir à Rome. Les quatre évêques délégués nous en rendront compte. Sans nul doute, cela fut une belle expérience ecclésiale, mais aussi un moment de ressourcement et de grande espérance. La rencontre du Christ conduit au bonheur, éclaire la conduite de nos vies humaines pour en faire des vies fraternelles, fait retentir des appels divers à se donner et notamment l'appel plus spécifique à le suivre dans le sacerdoce ou la vie religieuse. La jeunesse d'aujourd'hui n'est pas fermée à cette expérience. Bien au contraire. Les jeunes chrétiens sont divers. Ils ont besoin d'être écoutés, responsabilisés, accompagnés, formés. Ils ont besoin de notre confiance et de notre soutien. Ils sont notre joie et notre espérance. Ils nous interpellent par leurs engagements et leurs attentes.

Un moment important de notre travail sera consacré à l'écriture de la ratio nationale au sujet de la formation des séminaristes. Nous avons reçu un texte référence de Rome et nous précisons son application à la situation de notre pays. L'enjeu est de taille. C'est une grave question qui doit se réfléchir en fonction de la réalité de notre pays, du bien des séminaristes et du visage des prêtres de demain dans un équilibre prenant en compte les dimensions humaine, pastorale, intellectuelle et spirituelle des candidats. Ce travail sur la ratio nous amène à nous poser des questions radicales : quels formateurs pour demain ? Quels visages de prêtres pour nos communautés ? Quels lieux de formation ? Il nous faut encore et encore y réfléchir entre nous. Souvent on nous demande si les questions de comportement sont abordées dans la formation des séminaristes. Je puis assurer que nos séminaires prennent en compte cette importante dimension de l'équilibre humain. Que les équipes de formateurs soient remerciées et encouragées. Que soient également remerciés les prêtres de nos diocèses qui donnent dans leur très, très grand nombre le témoignage d'une belle fidélité à leur vocation, un réel sens du service et le souci de conduire les communautés confiées à leur ministère dans la communion et le dynamisme missionnaire. Nous leur redisons toute notre confiance et notre estime. Sans eux, que ferions-nous ? Nous assurons tout particulièrement de notre prière et de notre proximité les presbyteriums et les évêques des diocèses de Rouen et d'Orléans, profondément affectés par le suicide des Pères Jean-Baptiste et Pierre-Yves. Nous pensons également à leur famille et à leurs nombreux amis. Que le Seigneur nous donne la grâce de vivre cette épreuve dans une fraternité renouvelée.

La communauté européenne traverse une étape difficile de son histoire. La sortie du Royaume Uni, les replis identitaires et nationalistes, les effets négatifs de réglementations incompréhensibles, l'éloignement institutionnel, les migrations la mettent devant des choix difficiles à préciser. Les conflits mondiaux et l'extrême pauvreté de certains pays poussent des réfugiés en grand nombre dans les pays voisins puis plus au loin jusqu'aux pays européens. La réponse à ces réalités n'est pas encore à la hauteur de la responsabilité commune des pays d'accueil. Elle reste en dessous des valeurs humaines que pourtant nous défendons, comme celles de la dignité de tout être humain, de l'accueil des hommes et des femmes en danger, de la fraternité humaine, de la destination universelle des biens. Le risque est grand de voir les élections européennes à venir, rabaisées au niveau des ambitions ou des stratégies liées à la recherche du pouvoir ou à tout autre chose qu'à la poursuite d'un projet européen ambitieux, généreux et confiant. Le repli sur soi ne saurait répondre à la réalité politique mondiale. Nous appelons à la recherche d'un Bien Commun européen, seul capable de refonder un vrai projet pour l'Europe. Nous prendrons à nouveau un temps de réflexion à ce sujet. Nous écouterons des experts. La place des religions en Europe a marqué et marque son histoire. Elles sont appelées à être facteur de paix, d'engagement, de défense des plus pauvres. Le christianisme y tient une grande part. Notre responsabilité est réelle. L'Europe porte un précieux message pour l'ensemble du monde. Elle ne peut manquer à ses responsabilités.

On voit bien deux domaines qui marquent ce temps de l'histoire : celui de la paix et celui de l'écologie. Il y a cent ans se terminait la première guerre mondiale dont l'Europe fut le théâtre. Nous commémorerons ce moment le 11 novembre prochain. Trente ans après, une autre guerre allait encore bouleverser notre histoire et y ajouter l'horreur de la Shoah. Des conflits plus locaux sont encore là, particulièrement en Ukraine. Sans vigilance et volonté réelles notre continent n'est pas à l'abri de nouveaux drames.

Les experts mondiaux attirent notre attention sur les risques que court notre « maison commune » comme la nomme le Pape François dans l'encyclique « Laudato si ». La société civile appelle à une prise de conscience plus responsable, à des décisions concertées pour éviter le pire et ne pas laisser aux générations futures une création abîmée et épuisée. Nous faisons confiance aux chercheurs et aux hommes politiques engagés sur ce chantier. Mais l'avenir exige l'engagement de tous, individus, instances politiques, associatives. Elle exige une conversion qui permette de se détacher d'un modèle de consommation irresponsable et diviseur et qui conduise à des choix de modes de vie nouveaux et responsables. La recherche du Bien commun universel doit prendre le pas sur les intérêts catégoriels égoïstes ou nationaux. Nous aurons parmi nous la présence du président de la conférence épiscopale d'Haïti, Monseigneur Launay Saturné, archevêque de Cap-Haïtien. Il parlera à tous ceux qui le pourront de la situation de son pays, victime de cataclysmes récurrents et aussi d'une très grande pauvreté.

Comment ne pas ajouter un mot sur le drame des réfugiés, traversant la méditerranée au risque de leur vie après avoir déjà franchi des étapes remplies de dangers, d'exploitation et de violence. Les atermoiements internationaux ne sont pas porteurs d'un message de fraternité. On semble même préférer les voir disparaître dans la mer qu'arriver sur les côtes européennes. On complique la tâche des sauveteurs. C'est une crise aux aspects multiples. Elle ne peut être simplifiée à plaisir. Mais la manière de la vivre pourra transmettre un

message de fraternité ou au contraire de rejet et de mépris. Notre foi chrétienne nous invite à regarder tout être humain comme un frère, porteur de qualités. Nous faisons l'expérience que l'accueil enrichit et que le repli sur soi attriste et attise les peurs.

Les enjeux liés à la révision de la loi de bioéthique sont nombreux. Ils suscitent des débats dont les passions et les situations particulières – souvent mises en exergue – ne sont pas absentes. Nous encourageons le débat. Nous y avons participé en proposant des arguments éthiques sur la fin de vie et sur la procréation. Nos deux déclarations ont été rédigées à la lumière des exigences de la « fraternité » qui fournit de solides repères pour une loi intégrant le respect de la dignité humaine chez tous ainsi que l'égalité d'accès de tous aux soins.

Pour que les débats de bioéthique ne divisent pas les français en entretenant des clivages durables – ce qui aurait de lourdes conséquences –, il est urgent de les organiser afin qu'ils soient « apaisés ».

Les citoyens perçoivent que les enjeux éthiques sont graves. Pour cette prochaine révision de la loi, il y a en effet de quoi s'interroger : Ne risque-t-on pas de défaire le « modèle français de bioéthique », construit patiemment depuis 25 ans, sans en avoir mesuré les conséquences ? Nommons-en quelques-unes : dérives vers l'eugénisme libéral selon l'expression du philosophe Habermas, marchandisation d'éléments du corps humain ce qui ruinerait la distinction entre les personnes et les choses, risques de brader les données personnelles, tentations de bousculer la spécificité de l'espèce humaine en voulant supprimer ses supposées déficiences, transformations de la médecine qui feraient du médecin un simple prestataire de service ou qui transféreraient sa responsabilité à des algorithmes. On le voit, l'heure est grave !

Notre société est mise devant un choix qu'il s'agit de réfléchir avec sérénité grâce au dialogue.

Soit nous optons pour une société basée sur la dignité humaine qui s'impose à tous comme un bien supérieur à considérer avec attention et respect. Cette société promeut alors des interdits salutaires empêchant toute atteinte à cette dignité et toute discrimination injuste, dans le souci constant du devoir de protéger les plus faibles. Une telle société continue de reconnaître que « tous les hommes naissent égaux en droits ». Cela génère une bioéthique du respect de chaque personne sans l'instrumentaliser ni la livrer à la marchandisation, et du respect des liens d'engendrement qui ne peuvent être noués et dénoués selon la seule volonté des uns ou des autres.

Soit nous allons vers une société ultra libérale, où les libertés individuelles sont considérées en premier lieu sous prétexte de respecter l'autonomie des individus et de garantir toutes les possibilités de choix offertes par les techniques. Une telle société risque de privilégier les plus forts, de marginaliser et d'exclure les plus faibles, et de favoriser le marché de la procréation avec ses lois de concurrence. Elle prendrait ses distances avec la Déclaration des droits de l'homme. Cela générerait une bioéthique sans références sinon celles des désirs individuels, une bioéthique de la fuite en avant sans limites occasionnant des discriminations injustes chez les plus vulnérables.

Pour notre part, nous plaidons pour une société fondée sur la dignité humaine reconnue chez tous et par tous, sur l'interdépendance grâce aux relations que les hommes

entretiennent nécessairement entre eux pour vivre la juste fraternité, sur le respect d'une liberté caractérisée par la responsabilité vis-à-vis d'autrui et de sa dignité. Nous pensons qu'il est indispensable d'entrer dans une nouvelle approche de la bioéthique en l'insérant dans une large réflexion sur le sens de la personne et de notre vivre ensemble dans notre « maison commune » qu'est la planète. Nous estimons que le moins-disant éthique pour s'aligner sur les pays voisins est un « piège redoutable », selon l'expression du Conseil d'État.

Les valeurs de la juste écologie doivent inspirer la bioéthique : la fraternité qui induit la protection des plus vulnérables, la solidarité qui relie chacun aux autres et qui implique une éthique économique de la santé pour tous, l'hospitalité qui accueille et accompagne chacun à toutes les étapes de son existence. Cela préserve « l'écosystème » humain. En portant ainsi le regard sur le mystère de l'être humain avec sa dimension sociale et intergénérationnelle, en comprenant que chacun est confié dès son commencement à la sollicitude commune, et en estimant que chacun est appelé à prendre part à cette sollicitude, notre société résistera à la fascination des techniques et saura les situer au service d'un avenir où chaque être humain sera considéré avec respect, accompagné dans sa souffrance et soigné selon sa pathologie. La raison humaine doit pouvoir trouver les chemins de sagesse pour notre avenir commun, et réguler ainsi l'usage des techniques en bioéthique et en génétique sans se laisser contraindre par les divers désirs que ces techniques suscitent.

Selon la foi chrétienne, tout être humain est « à l'image de Dieu ». Cela exprime non seulement la profondeur de son mystère, mais aussi et surtout la tâche – redoutable et magnifique – qui est la sienne ! Le dialogue, la fraternité, l'hospitalité et la dignité sont des valeurs précieuses aux yeux de Dieu : elles fondent la liberté responsable grâce à laquelle les êtres humains peuvent construire une société de justice et de paix, en s'aimant les uns les autres comme Jésus nous a aimés. Nous sommes tous plus que jamais appelés à prendre du recul pour construire ensemble la fraternité inséparable de notre dignité.

Restons à l'écoute de l'Esprit-Saint durant ces journées de travail et confions à Notre Dame de Lourdes toutes les intentions qui nous habitent pour l'Eglise et pour le monde, en pensant particulièrement aux sinistrés des récents phénomènes climatiques inhabituels.